

“Chrétiens en pays d’Islam”, le ressenti d’il y a une génération

Cette courte chronique n'a aucune prétention.

Elle n'est pas le tableau d'une situation analysée "scientifiquement", mais se présente comme un sondage aléatoire à travers une quinzaine de numéros dépareillés de "*Peuples du Monde - Magazine de la mission universelle*", retrouvés par hasard et s'étalant du n° 97 de janvier 1977 au numéro 241 de mars 1991, c'est-à-dire sur quatorze ans, et ce il y a à peu près une génération.

Cette démarche subjective a pour seule intention de rechercher une ambiance, comme un relent de rumeurs (par définition : non vérifiées) de ce qui pouvait se dire alors sur les relations entre les Chrétiens de quelques pays et les Musulmans au milieu desquels ils vivaient. D'où une certaine "errance chronologique" des notules ci-dessous. Les pays concernés se trouvaient aussi bien en Afrique du Nord (Maroc, Mauritanie, Tunisie, Égypte), Afrique noire (Côte d'Ivoire, Guinée, Soudan, Bénin, etc.), Asie (Turquie, Liban, Cisjordanie, Iran, Malaisie, Indonésie, etc.), avec deux exceptions où se posaient de façon particulière les problèmes de cohabitation : l'Albanie et Israël. La Turquie était aussi (dès le n° 78, février 1975), à sa manière, un cas particulier : pays à 99 % musulman, mais où l'État est, depuis 1937, « républicain, nationaliste, populiste, étatisse, laïque et réformateur »¹. Le panorama qui suit, rapide et incomplet, comme le témoignage d'un touriste curieux qui raconterait ce qu'il a entendu, voudrait permettre de mieux approcher l'évolution récente. Pour comprendre ce qui appartient déjà au passé, il convient de replacer les faits relevés dans l'histoire de cette période. Et pour la rendre plus proche, on emploiera généralement le présent (et non l'imparfait ou le passé simple) pour en traiter.

Par exemple, en **Afrique**, on est dans la période post-coloniale : le christianisme apparaît à beaucoup de musulmans comme la religion du colonisateur, même si cette étiquette n'est, parfois, qu'une occasion polémique pour rejeter cette religion.

En **Albanie** (n° 241, mars 1991), pays qui se divise en trois zones selon la confession majoritaire : le nord est catholique (représentant 12 % de la population), le centre musulman (67 %), le sud orthodoxe (21 %). Mais, en vérité, l'Albanie - "*premier pays athée du monde*" - est alors officiellement communiste et vigoureusement antireligieux. Or, pendant la Seconde guerre mondiale, le clergé catholique avait été largement favorable à l'occupant italien : s'opposer à lui pouvait passer pour une attitude patriotique ; ainsi en fut-il de la confiscation des biens des institutions religieuses. En 1990 encore, cette hostilité restait vive, depuis l'interdiction de posséder des objets religieux jusqu'à l'exécution d'un franciscain qui avait baptisé un enfant, etc. La persécution, ici, n'est donc pas confessionnelle mais idéologique.

En ce qui concerne l'**Afrique du Nord**, on peut noter qu'aucune des quinze livraisons consultées de la revue ne parle de l'Algérie ; cette remarque n'a, bien sûr, aucune valeur statistique puisqu'elle porte sur un nombre trop limité de numéros. Dans les deux autres pays du Maghreb, les Chrétiens sont très minoritaires et généralement étrangers au pays. En **Tunisie** (n° 101, mai 1977), ce sont surtout des coopérants, les Européens de la période du protectorat ayant en partie émigré lorsqu'en 1964 le gouvernement avait nationalisé les terres. Mais la même année, il avait conclu un accord avec le Saint-Siège pour un libre exercice du culte. Ainsi, l'Église, devenue "servante", bénéficiait d'une hospitalité assez remarquable au moment où (1977) l'intolérance commençait à grandir ailleurs sur le globe. Les chroniques de l'époque faisaient état de dialogues ponctuels amicaux entre Chrétiens et Musulmans.

Pour le **Maroc**, un article de décembre 1983 (n° 168) évoque un disciple de Charles de Foucault, le père Peyriguère († en 1959). Ce fut un apôtre au service du pays : il avait amassé des matériaux sur la culture berbère et réalisé un dictionnaire de psycho-linguistique berbère. Il appelait les Chrétiens à se dégager de l'esprit colonial et de l'« orgueil de race », et les invitait à la fois à respecter une autre manière d'être « civilisé » et à rester lucides « *sans enjoliver tout ce qui concerne les Musulmans* ». Cinq ans plus tard (n° 221, mars 1989), alors que le sultan Hassan II avait accordé la liberté de culte en 1983, *Peuples du Monde*, ayant pris acte de la baisse du nombre de Chrétiens au Maroc (400.000 en 1953, 30 à 50.000 en 1988), faisait remarquer que, dans le pays, tous les Européens n'étaient pas chrétiens (minorité juive présente bien avant l'arrivée de l'Islam, ou incroyants) et que tous les Chrétiens n'étaient pas européens (présence de nombreux Africains sub-sahariens chrétiens). La présence chrétienne devait être « *silencieuse, amicale et priante, "abandonnée"* », et aucune réaction hostile n'était apparemment relevée.

En **Mauritanie** (n° 158, déc. 1982), pays "islamique" depuis 1958, la prise de pouvoir pacifique par l'armée en 1978 a été suivie d'une arabisation, au détriment des populations noires du fleuve Sénégal, et suivie aussi d'une application stricte de la *charya*. L'Église, dont les cadres étaient limités à un évêque, une dizaine de prêtres, 25 religieux... est une « Église nomade », selon les termes de l'article. Les clercs visitent les 5.000 Chrétiens de plus de vingt pays, dispersés sur des chantiers (routes, voies ferrées,

barrages, etc.). Ils sont également au service des populations : infirmière, professeur... Il existait, de la part des permanents, une volonté de favoriser les rencontres des Chrétiens avec les habitants du pays, mais la réussite n'était pas évidente. En tous cas, on ne signalait pas de difficultés majeures.

Les situations en **Afrique noire** se montraient extrêmement variées selon qu'il s'agissait d'anciennes colonies anglaises ou françaises, de régimes politiques plus ou moins libéraux (de la démocratie à la dictature) et dont les choix religieux étaient plus ou moins tolérants, selon la diversité des religions présentes et la proportion de leurs adeptes, et encore - l'histoire récente l'a rappelé - selon la multiplicité des ethnies...

Dans le n° 100 de la revue (Avril 1977) sous le titre : « Afrique : nouveau départ pour l'évangélisation », un article affirmait, avec une espérance teintée de prudence, qu'après un passé de guerres et de polémiques, c'était le « siècle du dialogue pour l'Église d'Afrique où l'Islam est présent sous des formes et dans des conditions toutes différentes en Afrique du Nord et en Afrique noire. Les colloques Chrétiens-Musulmans se multiplient dans le monde spécialement depuis les années 70. Le plus récent, celui de Tripoli, en janvier 1976 (...) a pu sembler avoir un caractère politique de recherche de suprématie ; il a révélé aussi que le dialogue Chrétiens-Musulmans, s'il est une œuvre précieuse, demeure encore fragile et pour sauvegarder ses chances, il gagnerait à moins d'officialité et à moins de publicité ».

L'exemple de la **Guinée** (n° 241, mars 1991), pays à 70 % musulman, illustre bien les difficultés spécifiques de l'annonce de l'Évangile dans sa confrontation à la fois avec des régimes politiques défavorables et avec des cultures anciennes profondément implantées (nécessitant, par exemple, la traduction de la liturgie en langues locales).

Sous le régime plus ou moins "marxiste" de Sékou Touré, « on a essayé de tuer l'Église » (les catholiques représentaient selon les estimations de celle-ci ou celles du pouvoir, de 10 à 4 % de la population). Des mesures de coercition se sont abattues sur les organisations chrétiennes : 1957, suppression des subventions aux écoles privées ; 1959, interdiction des mouvements de jeunesse ; 1961, toutes les écoles catholiques sont nationalisées et l'archevêque est expulsé pour avoir protesté ; 1967, tous les missionnaires occidentaux doivent partir en un mois, etc. Des laïcs ont réussi à suppléer leur absence pour maintenir la foi. Mais surtout on assista à la solidarité des Églises africaines qui envoyèrent des prêtres, dont la circulation fut pourtant limitée par le gouvernement. Après la mort du président, en 1984, la situation s'est détendue et dès l'année suivante 85 missionnaires sont revenus et des vocations se sont révélées.

Mais en Guinée, à côté des musulmans, les animistes sont très nombreux, et la culture chrétienne s'est trouvée confrontée à leurs pratiques, en particulier aux rites d'« initiation » : excision pour les filles, circoncision et tatouages pour les garçons. L'Église a d'abord tenté de les rejeter purement et simplement, mais l'initiation représentait l'inévitable entrée dans le groupe social des hommes ou des femmes. Puis elle a cherché à s'adapter en transformant ces rites de l'intérieur, les faisant couronner par une messe à la fin du séjour en forêt. Enfin, elle a promu le baptême lui-même comme rite initiatique comportant le changement de nom, au bout d'une retraite...

Le problème des animistes se trouvait amplifié au **Bénin** (ex-Dahomey) (n° 217, nov. 1988), où ils constituent 65 % de la population. Là, les Musulmans (11,5 %) forment une minorité qui ne posait pas de problèmes majeurs aux catholiques (17 %, mais en forte augmentation, surtout dans le sud). Ceux-ci se heurtaient plutôt au risque de syncrétisme. En effet, les nouveaux baptisés, "*Chrétiens le jour / animistes la nuit*", restent souvent attachés à la religion traditionnelle, dont le culte des ancêtres. D'autant que les Chrétiens n'avaient plus le droit de tenir des écoles. Et tout cela sans compter la présence de sectes.

Pour la **Côte d'Ivoire**, une première livraison (n° 97, janvier 1977), consacrée il est vrai à la ville de Yopougon (à 12 km d'Abidjan), ne fait aucune allusion à l'Islam. En 1983 (n° 166, sept-oct.), la revue notait que les chrétiens n'y représentaient que 5 % de la population, mais avaient une forte influence. Elle décrivait en même temps un "Islam omni présent" par la multiplication de mosquées financées par les Libyens. Le problème religieux serait devenu politique et il semblait que l'évangélisation ne pourrait se faire qu'à travers un clergé local.

Ce qui montre bien la difficulté d'évaluer les communautés en présence, c'est la fluctuation de leurs évaluations. Ainsi, d'après des recensements récents, la population se ventilerait aujourd'hui en trois grands groupes relativement équilibrés : 27 % de chrétiens, 34 % de musulmans et 39 % d'animistes.

Au **Cameroun** (n° 93, juill-août 1976), aucune mention de difficultés avec l'Islam qui ne compte qu'un cinquième de fidèles, dans un pays qui, en 2006, comptera à côté d'eux 34,7 % de catholiques, 26 % d'animistes et 17,5 % de protestants.

Le **Soudan** (n° 169, janv. 1984) était déjà un cas litigieux. En 1983, le pays comptait 60 % de musulmans, majoritairement dans le Nord. Dans le Sud, plus "noir" - et où l'on a décelé des réserves de pétrole (!) - se concentraient les 34 % d'adeptes de la religion traditionnelle, les 5 % de catholiques et 1 % de coptes et de protestants. Pourtant, depuis le 8 septembre de la même année 1983, les principes islamiques étaient inscrits dans la loi soudanaise et applicables à tous les citoyens, avec une volonté manifeste d'arabisation intégriste, alors même que le Soudan avait signé la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme* reconnaissant la liberté religieuse.

Les atteintes à cette liberté n'étaient pas rares. Avant 1972, les missionnaires avaient été obligés de quitter le pays, des églises ont été détruites. En 1972, après 17 ans de guerre, un accord avait été conclu et le sud obtenait une certaine autonomie, dont la réalité semble s'être ensuite atténuée. En 1983, l'évêque de Juba, lui-même soudanais, au moment de perdre ses fonctions, a demandé aux autorités politiques des secours pour les démunis et aux chefs religieux la reconnaissance du multiconfessionnalisme. Cependant l'armée chassa des chrétiens vers la forêt, et l'action conjointe d'un "Islam dominateur" (entre autres à travers ses fonctionnaires) entraîna, dès cette époque, l'émigration de 200.000 personnes vers les pays voisins. Les évêques se sont également élevés contre la spéculation sur les produits agricoles, contre la corruption, et ont dénoncé certaines déviations de la culture africaine, comme le tribalisme, source de favoritisme, l'hospitalité dégradée en parasitisme, la dégradation morale... et surtout les dangers d'une loi islamique applicable à tous les habitants, au risque de provoquer un regain de guerre civile (*sic*).

Au **Proche-Orient**, les situations restaient extrêmement diverses et, souvent, rapidement variables. En **Égypte** (n° 239, janv. 1991), les Chrétiens autochtones (évangélisés dès le milieu du I^{er} siècle), constituent toujours une forte minorité dont il est difficile de connaître le nombre exact : 3,5 millions pour le gouvernement, 12 millions d'après les registres de l'Église (soit de 3 à 12 % de la population en moyenne), mais localement ils peuvent être aussi nombreux que les musulmans. C'est le cas à Assiout, capitale de la Haute-Égypte, où des tensions très vives existaient en 1990. L'origine de ces tensions étaient multiples, à la fois sociales, les Coptes étant considérés comme "riches", mais aussi, bien sûr, confessionnelles liées à la montée d'un intégrisme musulman violent : magasins détruits, assassinats, brimades quotidiennes, accusations iniques, difficulté de trouver du travail, etc. Même dans les universités, quelques mesures significatives montraient que l'ambiance se dégradait : séparation des sexes dans les amphis, mise en question du darwinisme, etc.

En **Cisjordanie** et au **Liban** (n° 136, nov. 1980), Arabes chrétiens et musulmans subissaient les mêmes souffrances pour des raisons différentes. Au **Liban**, le maintien d'une "présence" des Chrétiens, devenue aléatoire, est compliquée par la multiplication de leurs communautés, pas moins d'une douzaine², dans une population totale de 3 millions d'habitants (en 1980), quelquefois repliées sur elles-mêmes, voire rivales. Avec les musulmans, « *ils souffraient les uns pour les autres* (avec de beaux exemples de solidarité et d'entraides) ; *et aussi, malheureusement, les uns par les autres* » (se tuant au cours d'une véritable guerre civile). Le rêve d'une partie de la population d'obtenir un État laïc paraissait inacceptable pour beaucoup de musulmans.

La situation en **Cisjordanie** (n° 168, déc. 1983) était et est encore plus complexe, mais cette fois avec un troisième antagoniste : **Israël**. Le pays s'offrait comme un simple "marché" pour l'État hébreu. En **Israël** même, la vie était aussi difficile pour tous les Arabes, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, se revendiquant parfois comme "*un seul peuple*", vivant ensemble même si c'était éventuellement avec la peur de l'autre. La politique des implantations juives n'arrangeait rien : des terres étaient saisies "*pour utilité publique*", grâce au recours à un article du code turc sur les "occupants sans titres". Les Chrétiens représentaient 20 % de la population de Jérusalem en 1961, 10 % en 1978. Un observateur rapportait déjà un événement appelé à prendre de l'importance dans les décennies suivantes : « *il arrive que des jeunes lancent de pierres sur des véhicules israéliens* », entraînant des punitions collectives...

Au **Moyen Orient**, les "pétrochrétiens" (n°134, sept. 1980) connaissent des situations particulières. Dans un pays comme le **Koweït**, par exemple, plus de la moitié des résidents sont des étrangers de trente pays différents : Africains ou Asiatiques dans des emplois subalternes, "Occidentaux" appliqués à la recherche ou à l'ingénierie. Les Chrétiens ne sont donc pas tous arabes, et si les Arabes sont souvent musulmans, il s'agit d'un Islam non monolithique. En Arabie saoudite, en revanche, si des chrétiens peuvent être présents, il n'existe aucune communauté reconnue.

En **Iran**, au "pays des mollahs" (n° 166, sept-oct.1983), on assistait à une « *islamisation du climat politique et des méthodes de gouvernement* » depuis la Révolution islamique de 1979. Les conditions de vie des Chrétiens étaient difficiles, mais ils ne se trouvaient pas "hors-la-loi", la constitution de la République islamique ayant reconnu aux minorités religieuses le droit d'exister et d'être représentées... "*à condition de ne pas ourdir des complots*" ; ce qui pourrait laisser une marge d'interprétation, donc

d'intervention, à l'arbitraire policier. En outre, l'isolement des Chrétiens comporte le risque que se dilue leur culture héritée d'une longue tradition, tel le problème de la survivance de la langue liturgique syro-chaldéenne, proche de l'araméen, face au persan utilisé dans la vie quotidienne.

En bref, *de l'Atlantique aux frontières est de l'Iran*, peu de situations dramatiques, hormis au Liban, en Cisjordanie-Israël et au Soudan, pas de persécutions systématiques et organisées. Simplement une atmosphère plus ou moins tendue, des relations de méfiance parfois, de peur aussi, d'hostilités mineures mais quotidiennes.

La situation des pays d'**Asie** repérés dans les exemplaires consultés de la revue se révèle diverse et évolutive. Au début de notre échantillon (n° 100, avril 1977), on parle des Églises d'Asie comme de "*minorités influentes*", mais il n'y a aucune allusion à l'Islam.

L'Islam est arrivé tard en **Asie du Sud-est**, et par des voies différentes de celles plus agressives du pourtour méditerranéen : il s'est diffusé, entre autres, grâce aux commerçants arabes. Rencontrant des pays de vieilles civilisations - hindouisme, bouddhisme, animisme - à fortes traditions religieuses, avec de vives tendances mystiques affichées, il a dû composer avec elles, surtout lorsqu'il restait minoritaire. En *Indonésie* (n° 150, février 1982), il a longtemps gardé un caractère très modéré. Ce sont d'ailleurs les Hollandais qui ont favorisé l'Islamisation du pays en confiant aux autorités musulmanes, par désir de simplification administrative, l'enregistrement des mariages hors ceux des chrétiens (15 % de la population) ou des bouddhistes (4 %). Or une grande partie des autochtones pratiquaient une ancienne religion propre à la région, la *kebatina*. Une grande tolérance religieuse a été vécue pendant longtemps, jusque vers 1996 (donc hors de notre panel) où l'on assiste à un regain d'un Islam radical identitaire, réclamant l'application de la *charya*. Cependant, la constitution garantissait la liberté aux religions reconnues, et il existait dans les îles une tradition de *consensus* plutôt que d'affrontement. On vit alors une partie des adeptes de la religion traditionnelle opter pour le catholicisme. Il semble pourtant que la hiérarchie n'ait pas suffisamment reconnu et accepté les aspects positifs des cultures locales, négligeant par là les chances d'une inculturation plus profonde qui assurerait une meilleure assise populaire et surtout qui pourrait "dédouaner" le catholicisme d'une perception trop "occidentale", donc liée peu ou prou à la colonisation.

Il arrive, et c'est important pour notre sujet, qu'une crise politique masque des problèmes confessionnels. Ainsi au **Timor oriental** (n°98, février 1977), les Chrétiens représentant dans l'île un tiers de la population l'Indonésie musulmane a d'abord permis l'indépendance de la "province" vis à vis des Hollandais. L'Église locale avait alors fait remarquer que Timor oriental faisait partie du même groupe ethnique que le reste de l'île et avait demandé le rattachement à l'Indonésie qui assurait une totale liberté religieuse. C'est en 1975 que le Timor oriental fut envahi et annexé par les Indonésiens, après qu'elle eut manifesté des velléités d'indépendance. Rappelons qu'en 1999 le Timor Oriental fit sécession et obtint son indépendance en 2002.

Au total, l'ensemble des articles consultés fait souvent preuve de ce qui pourrait passer parfois pour un optimisme naïf, mais, dans tous les cas, de discrétion et même de prudence. Ceci peut tenir à la fois à ce que, dans l'ensemble, on ne relève que peu de situations dramatiquement alarmantes entre Chrétiens et Musulmans, comme elles ont pu le devenir à travers le monde, mais aussi, sans doute, au désir de ne pas mettre d'huile sur le feu et ne pas donner prétexte à des réactions hostiles.

Albert OLIVIER

NOTES

1 - Outre la délicate question du génocide des Arméniens, l'autre gros problème que posaient les "Chrétiens", était la forte présence de Grecs orthodoxes. Beaucoup ont fui pendant la guerre gréco-turque de 1920-22, et en 1923, des transferts de population ont fait que de 2 millions encore, en 1922, ces Chrétiens n'étaient plus que 300.000 en 1956 et 3.000, en 2007).

2 - Les Chrétiens du Liban peuvent être : maronites, orthodoxes rattachés au patriarche de Constantinople, melkites liés à Rome, Arméniens (catholiques, orthodoxes ou protestants), Syriens (orthodoxes ou catholiques) "latins" européens, protestants, chaldéens, nestoriens...